



A R R E S T

D E L A C O U R

D E P A R L E M E N T ,

QUI condamne *PIERRE LEFIOT*, Notaire Royal, au Carcan pendant trois jours consécutifs, ayant la corde au col, au Fouet, à la Marque sur les deux épaules, & aux Galeres à perpétuité, pour avoir, conjointement avec sa femme, traité inhumainement, tous les jours, depuis sa tendre jeunesse, *Anne Lefiot* leur fille, & lui avoir causé la mort, en lui refusant les alimens nécessaires pour sa subsistance; bannit en outre ladite *MARIE DUFOUR*, femme Lefiot, à perpétuité hors du ressort de la Cour.

~~indolence de la Cour~~
EXTRAIT DES REGISTRES DU PARLEMENT.

Du vingt-huit Juillet mil sept cent soixante-huit.

VU par la Cour le Procès criminel fait par le Juge de la Justice & Pairie de Nevers, à la requête du Procureur Fiscal, demandeur & accusateur, contre *Pierre Lefiot*, Notaire Royal en la ville de Nevers, défendeur & accusé, prison-

nier ès prisons de la Conciergerie du Palais à Paris, & contre Marie Dufour sa femme, aussi défenderesse & accusée, absente & contumax; ledit Pierre Lefiot appellant de la Sentence rendue par ledit Juge sur ledit Procès le 10 Mai 1768, par laquelle ledit Pierre Lefiot auroit été déclaré suffisamment atteint & convaincu d'avoir traité inhumainement Anne Lefiot sa fille habituellement dès l'enfance, & de l'avoir laissée périr, faute de lui fournir les alimens nécessaires pour sa subsistance; pour réparation de quoi auroit été banni à perpétuité hors du Royaume, lui auroit été enjoint de garder son ban sous les peines portées par l'Ordonnance, tous ses biens situés en pays de confiscation auroient été déclarés acquis & confisqués au Roi, ou à qui il appartiendrait; sur iceux & autres non sujets à confiscation, préalablement pris la somme de mille livres d'amende au profit du Sieur ayant la Haute-Justice de Nevers, en cas que confiscation n'ait pas lieu à son profit; la contumace auroit été déclarée bien instruite contre ladite Marie Dufour, femme dudit Pierre Lefiot, adjugeant le profit d'icelle, auroit été ordonné que ladite Marie Dufour seroit mandée en la Chambre, le Conseil y étant, pour y être blâmée d'avoir commis des excès contre ladite défunte Anne Lefiot sa fille, condamnée en trois cens livres d'amende envers ledit Sieur ayant la Haute-Justice de Nevers; à la prononciation de laquelle Sentence, le Procureur Fiscal auroit déclaré en être appellant à minima. La Requête d'atténuation dudit Pierre Lefiot, du 28 Avril 1768, contenant demande à ce qu'il fût reçu appellant de la Sentence contre lui rendue par ledit Lieutenant de Nevers, ledit jour 10 Mai 1768; faisant droit sur son appel il lui fût donné acte, de ce que pour moyens d'atténuation & faits justificatifs, il employoit le contenu en son Mémoire imprimé, en conséquence l'appellation & Sentence dont étoit appel fussent mis au néant, émendant, ledit Lefiot fût déchargé de l'accusation contre lui intentée, il fût ordonné qu'il seroit élargi & mis hors des Prisons de la Conciergerie du Palais où il est détenu, à quoi tous Greffiers & Concierges contraints, même par corps, quoi faisant ils en seroient & demeureroient bien & valablement quittes & déchargés; que

les écroues dudit Lefiot, tant au Greffe de la Conciergerie du Palais, qu'en celui des Prisons de Nevers, seroient rayés & biffés; que l'Arrêt à intervenir seroit inscrit en marge d'iceux; qu'à ce faire les Greffiers desdites Prisons seroient respectivement contraints, même par corps; il fût permis audit Lefiot de prendre à partie le Juge, le Procureur Fiscal de la Justice de Nevers, & tous autres qu'il appartiendrait; il fût ordonné que l'Arrêt à intervenir seroit imprimé, publié & affiché, tant à Paris, qu'à Nevers, Varennes-lès-Nevers, Lurcy, Apremont, Boui-Travant, Marcenay, Maumigny, & dans les villes & lieux circonvoisins, jusqu'à concurrence de trois mille exemplaires; & où la Cour y feroit quant à présent difficulté, en ce cas il lui fût donné acte des faits contenus en sa Requête, il lui fût permis d'en faire preuve, tant par titres que par témoins, devant le plus prochain Juge Royal des lieux, autre que celui de Nevers, pour, lesdites informations faites rapportées, être pris par ledit Lefiot telles conclusions, & par la Cour ordonné ce qu'il appartiendrait, au bas de laquelle Requête est l'Ordonnance de la Cour, par laquelle il auroit été réservé à y être fait droit en jugeant, & la signification desdites Requête & Ordonnance au Procureur Général du Roi: Conclusions du Procureur Général du Roi. Oui & interrogé en la Cour ledit Pierre Lefiot sur ses causes d'appel & cas à lui imposés: Tout considéré.

LA COUR faisant droit sur l'appel à *minimâ*, ensemble sur celui interjetté par ledit Pierre Lefiot de ladite Sentence, a mis & met les différentes appellations & ladite Sentence au néant; émendant, pour les cas résultans du Procès, condamne ledit Pierre Lefiot à être attaché au Carcan pendant trois jours consécutifs dans la place publique de la ville de Nevers, & chacun desdits jours y demeurer depuis dix heures jusqu'à midi, ayant écriteaux devant & derriere, portant ces mots: (*Pere inhumain & dénaturé envers sa fille*), & le dernier jour battu & fustigé nud de verges par l'Exécuteur de la Haute-Justice, ayant la corde au col, dans les lieux & carrefours accoutumés de ladite Ville, & en l'un d'iceux flétri d'un fer chaud en forme

des lettres GA L sur les deux épaules ; ce fait, mené & conduit ès Galeres du Roi, pour y être détenu, & servir en icelles, comme Forçat, ledit Seigneur Roi à perpétuité ; déclare les biens dudit Pierre Lefiot acquis & confisqués au Roi, ou à qui il appartiendra, sur iceux préalablement pris la somme de deux cens livres d'amende envers le Sieur ayant la Haute-Justice de Nevers, au cas que confiscation n'ait pas lieu à son profit ; bannit ladite Marie Dufour du ressort de la Cour à perpétuité ; lui enjoint de garder son ban, sous les peines portées par les Déclarations du Roi, ce qui sera exécuté par effigie, en un tableau qui sera à cet effet attaché par l'Exécuteur de la Haute-Justice, à un poteau qui sera planté en la place publique de ladite ville de Nevers ; déclare les biens de ladite Marie Dufour acquis & confisqués au Roi, ou à qui il appartiendra ; sur iceux préalablement pris la somme de deux cens livres d'amende envers le Sieur ayant la Haute-Justice de Nevers, au cas que confiscation n'ait pas lieu à son profit : Ordonne que le présent Arrêt sera imprimé, publié & affiché, tant en la ville de Nevers, qu'en cette ville, fauxbourgs & banlieue de Paris, & par-tout où besoin sera : Et pour le faire mettre à exécution, renvoye ledit Pierre Lefiot prisonnier pardevant le Juge de la Justice & Pairie de Nevers. Fait en Parlement le vingt-huit Juillet mil sept cent soixante-huit. Collationné, DEBRET.

Signé RICHARD.

A PARIS, chez P. G. SIMON, Imprimeur du Parlement,
rue de la Harpe, à l'Hercule 1768.



Suppl. 16 Oct 1895

12